

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Droquet (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e). — Téléph. CENTRAL 80-02

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Etranger 32 fr.

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

POUR LA PROSPERITE NATIONALE

Le Patriotisme Économique

Il faut défendre notre prospérité industrielle, commerciale, financière, menacée de plus en plus par les rivalités internationales. On l'avait dit avant la guerre. Les rivalités internationales se manifestent dans le plus sanglant des conflits. Mais, après la guerre, ces rivalités seront loin d'être effacées ; elles auront pris, par suite des nécessités plus grandes, une acuité croissante et, si nous ne sommes pas mieux outillés, pas mieux organisés, pas plus pourvus d'organes de défense, nous serons quand même des vaincus, au point de vue économique.

Combien d'entreprises périssent, à l'heure actuelle ? Combien de débouchés en seront-ils fermés à la faveur de la lutte sans merci ? Seront-ils les premiers à être dans la possibilité de pourvoir aux exigences de la clientèle, lorsque les armées seront déposées ?

La guerre nous révèle tant de tares, tant de faiblesses dans notre communisme économique, que nous ne pourrions, durant des décades entières, nous acharner à dénoncer l'inertie bureaucratique, les lenteurs administratives, la vétusté de notre outillage, l'inefficacité de nos méthodes. Ce sera en vain, si toutes les critiques formulées n'ont pas provoqué le réveil de nos initiatives, assuré le triomphe de notre idéalisme devenu, enfin, d'ordre pratique ; en un mot, si nous n'avons pu modifier, de façon sensible, notre mentalité.

L'idéalisme exclusif, avec la conflagration universelle, aura vécu. La paix amènera le règne de l'idéalisme pratique, le seul qui assure la prospérité des peuples, en même temps que leur sécurité.

Songez-y bien : la guerre aura créé des besoins nouveaux, des exigences nouvelles auxquelles il faudra céder, sous peine de voir le progrès social en souffrance, dans la nation, ce qui pourrait être, bientôt, un véritable danger. Combien de femmes se sont habituées à avoir des salaires d'hommes, et combien d'hommes, d'ouvriers, ont vu et voient encore, à cause des circonstances, leur paye doublée, triplée, et même quadruplée ? Tout retour en arrière sera extrêmement pénible, pour ne pas dire impossible. Si l'on ajoute à cela le prix inévitable des charges que la nation se sera créées envers ceux qui l'auront défendue et auront subi des mutilations diverses, nous comprendrons mieux combien nous aurons besoin de toutes les forces résilantes ; combien il faudra les ménager ; combien même il conviendra de suppléer à leur insuffisance, artificiellement, scientifiquement. Nous nous pénétrons de cette vérité que, jamais, en aucun temps, à aucune époque, la France ne se sera trouvée en face de l'impérieuse nécessité d'avoir un surcroît de travail, afin d'obtenir, parallèlement, le surcroît de richesse.

Nous pouvons nous dispenser, naturellement, de soutenir la concurrence sur toutes les routes du monde. Demain, cela ne sera pas possible ; plus : ce serait criminel. Le commerce et l'industrie ne failliront point à la tâche. On peut compter sur eux. Mais il importe de ne pas faire crédit trop longtemps au Gouvernement, à ce Dieu-Etat qui pourrait faire tant de choses mais se conduit, et nous-mêmes, à la façon d'un manchot, d'un cul-de-jatte et d'un aveugle.

Quei devra donc être son rôle, à lui ? Choisir ses conseils judicieusement et leur ordonner des choses précises, de telle manière qu'on puisse trouver, auprès d'eux, le renseignement exact, le bon conseil et l'appui, dans la compétence et le dévouement ; ils faciliteront et rehausseront à l'instar des agents étrangers, la situation des négociants français.

Légitimer, non plus à l'aveuglette, mais en tenant compte de l'avis des intéressés, en sacrifiant un peu à l'impopulaire et en faisant appel aux lumières des grandes organisations commerciales et industrielles ;

Améliorer nos transports, au point que nos nationaux ne puissent plus, sous l'excuse de snobisme, emprunter les lignes de navigation étrangère, parce que c'est de bon ton, qu'on paie plus cher, et qu'on gagne un jour sur trois semaines ;

Supprimer nos quinze cents douanes intérieures, dignes de l'inquisition et des péages du moyen âge, et qui entravent les échanges même d'une cité à une autre cité ;

Mettre en valeur le sol français par des travaux urgents : irrigations, voies de communications diverses, utilisation de la houille blanche et de l'alcool industriel ;

Empêcher l'exode de nos capitaines, pour le développement de notre soldat, le perfectionnement de nos industries, la création d'industries nouvelles nous rendant par trop tributaires de l'étranger ; et surtout veiller à ce que nos capitaux, quand ils sortent, reviennent aux usines françaises, qui devraient toujours recueillir au moins 30 % des travaux auxquels ces capitaux seront destinés.

Il y aurait beaucoup à dire sur chacun de ces points. Le cadre d'un article ne permet nulle énumération trop longue, ni un développement complet.

En résumé, le Gouvernement a à trouver, dès aujourd'hui, les moyens de nous donner du sang et de la vigueur. Il ne semble point qu'il veuille, dès à présent, s'attacher à la réalisation d'une tâche si complexe. Il ferait pourtant preuve, ainsi, d'un patriotisme bien moderne, du patriotisme nécessaire, du patriotisme économique, pour mieux dire, et qui équivaut absolument au patriotisme militaire, que nous avons un peu trop exclusivement.

Hector DEFRANCE.

DEMAIN

4 PAGES

La Victoire Anglaise

La nouvelle offensive britannique au nord de l'Ancre, quels que soient les brillants résultats déjà acquis, n'appelle pas d'autres commentaires que ceux que nous avons déjà faits lors des offensives précédentes.

Ces mouvements sont d'une utilité incontestable ; leur intérêt stratégique est évident. Il est nécessaire à la fois de contenir et de détruire les forces ennemies ;

Ce n'est pas, on le pense bien, pour diminuer la valeur de l'effort de nos alliés que j'écris ces lignes et que je fais ces réserves : elles me sont dictées par le même souci que le furent les précédentes de ne pas laisser le public français se laisser surprendre de l'effort qu'on lui demande encore.

Les événements balkaniques appellent davantage notre attention, et méritent surtout de la retenue.

La menace contre l'Allemagne se précise à l'Orient. En agissant dans les Flandres et sur la Somme, nos alliés britanniques et nous-mêmes empêchons simplement l'ennemi de parer, par quelque offensive de grand style, à la menace dont il est l'objet en Orient.

Quelle que soit l'intensité de la fabrication dans les divers pays belligérants, chacune des armées ne dispose que d'une artillerie lourde assez réduite. Retenir un grand nombre de pièces du dernier modèle dans le Nord de la France, c'est empêcher qu'elles ne soient utilisées par les Bulgares-Allemands sur le Danube et dans les Carpates, comme c'est empêcher aussi que les Autrichiens puissent s'en servir sur la route de Trieste.

Par conséquent, la valeur tactique des succès anglais est parfaitement démontrée. Ne demandons à chaque heure et à chaque effort que les résultats qu'ils peuvent donner. Ne nous laissons pas, ne nous faisons pas d'illusions. L'Allemagne tend ses nerfs pour résister, elle aussi, « jusqu'au bout ».

Il vaut mieux savoir exactement à quel point nous nous étendons l'effort qu'il nous faut encore accomplir.

Général N.

LA FERMETURE DES RESTAURANTS

"Pas d'Éclairage de Fortune" dit M. Laurent

M. Delcroix, président de l'Union syndicale des Restaurateurs et limonadiers, a demandé à M. le préfet de police de reporter à 10 heures du soir la fermeture des cafés et restaurants, que l'ordonnance du 11 novembre dernier avait ramenée de 10 h. 30 à 9 h. 30.

Le préfet de police a répondu que dans les pourparlers qui ont précédé l'adoption des mesures mises en application, aujourd'hui, les commerçants ont fait justement observer que pour être équitables, les dispositions acceptées par eux, devaient s'appliquer à tous avec les tempéraments nécessaires. Retarder seulement d'une demi-heure la fermeture des cafés et restaurants, c'est faire la part inégale à ces préoccupations de justice.

S'expliquant sur l'éventualité de la substitution, après 9 à 30, d'un autre éclairage dans les cafés et restaurants, le préfet a fait connaître qu'il était décidé à ne pas l'accepter, en raison des inconvénients que cela entraînerait, dans certains quartiers, l'insuffisance de l'éclairage.

LA GUERRE

Violente attaque allemande sur Ablaincourt et Chaulnes

L'ennemi ne peut pas déboucher et subit des pertes sévères

Communiqués Officiels

33^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

15 novembre, 15 heures.

Au nord de la Somme, nous avons réalisé des progrès à la corne nord du bois de Saint-Pierre-Vaast. L'activité de l'artillerie a été assez vive dans la région de Sailles au cours de la nuit.

Au sud de la Somme, le bombardement qui durait depuis deux jours dans la région d'Ablaincourt-Pressoirs, a redoué pendant la nuit une intensité extrême et a été suivi ce matin d'une contre-offensive allemande menée avec des forces importantes sur les positions conquises par nous le 7 novembre. Depuis la surcraie d'Ablaincourt jusqu'au bois de Chaulnes, les attaques ont été menées avec acharnement à partir de 4 heures du matin. Malgré l'ampleur de l'assaut et l'emploi intensif de liquides enflammés ainsi que d'obus lacrymogènes, l'ennemi a essuyé un sanglant échec.

Au sud de la surcraie, en face d'Ablaincourt et de Pressoirs, ainsi que dans les bois au sud de cette localité, nos tirs d'artillerie et nos feux de mitrailleuses ont brisé les vagues d'assaut qui ont subi de lourdes pertes. Seules quelques tractions ennemies ont pu atteindre le groupe de maisons situées à l'est de Pressoirs. Une première tentative d'attaque faite hier, vers 15 heures, sur Pressoirs avait été repoussée à la grenade. Le bombardement efficacement continué par nous, continue sur toute la région.

À l'est de Reims, un coup de main des Allemands sur notre territoire postal, en avant de Prosenes, a échoué.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Durant la nuit, nous avons consolidé nos positions gagnées hier, au nord de l'Ancre. Le nombre des prisonniers a continué à augmenter. Le chiffre exact sera donné plus tard.

FAUT-IL RIEN... OU PEUT-ON ?

Les Fiancées... Veuves de Guerre

Zurich, 15 novembre. — Le gouvernement Saxon a publié un décret aux termes duquel les fiancées des soldats tombés ou disparus au cours de la guerre auront droit, au titre de Madame, à la pension de veuve, si elles ont été mariées pendant la guerre. Cependant, spécifiquement les fiancées affectées dans les marines, il faut que les intéressées puissent suffisamment prouver leur bon droit.

Dans des cas spéciaux et avec une autorisation du gouvernement, il sera même permis aux fiancées de porter le nom de celui qui aurait dû être leur époux. — (Radio.)

LES NUITS DE PARIS

Allume! Allume!... Mais quoi?..

Des Torchés? Des Chandelles? Des Bougies?

Comment faisaient nos ancêtres avant la découverte du Gaz et de l'Électricité

C'est ce soir qu'entre en vigueur l'arrêté préfectoral décrétant la modification de l'éclairage des magasins à six heures et la fermeture des restaurants à neuf heures et demie.

Les commerçants auront le droit de rester ouverts jusqu'à huit heures, en ayant recours à un éclairage de fortune.

Au sujet des moyens qui pourront fournir cet éclairage de fortune, nous avons fait une enquête et nous avons découvert que les matériaux ne seront pas commodes à trouver.

« Que pourront-ils employer ? m'a demandé l'épicer du coin, à qui le paysan d'aujourd'hui, c'est encore la vulgaire stérilité qui aura le plus de chances de rester en faveur, mais la production actuelle sera-t-elle suffisante à la consommation de demain ? »

Sans doute, la question est difficile à résoudre et l'on reverra bientôt les antiques lampadaires ou bon vieux temps.

COMMENT S'ÉCLAIRAIENT NOS ANCIETRES

L'histoire nous dit que les hommes préhistoriques se couchaient avec le soleil et se levaient avec l'aurore. Hélas ! ce bienheureux état de choses ne dura pas longtemps. L'origine de l'éclairage artificiel remonte à plusieurs siècles les plus reculés.

Elle se rattache directement à l'usage du feu.

Imaginez l'initiative courageuse dont fut faite preuve un jour de nos ancêtres de l'époque quaternaire, lorsque, bravant la colère des divinités hostiles qui l'entouraient, il osa rapporter dans sa caverne une branche enflammée qu'un coup de foudre ou quelque éruption volcanique avait mise en feu ? On devine les soins vigilants avec lesquels cet homme s'appliqua ensuite à entretenir chez lui cette flamme précieuse.

Ce fut probablement l'origine de l'éclairage artificiel.

Plus ingénieux encore, un autre vint qui prit une brindille enflammée dans le foyer et la planta dans une fente de la paroi de la caverne.

Les premiers lampes éteintes, des centaines de siècles se succédèrent sans que nos ancêtres préhistoriques eussent trouvé rien de mieux. Il est d'ailleurs curieux de constater qu'aujourd'hui encore, certains villages russes ne connaissent pas d'autre moyen d'éclairage.

LECLAIRAGE CHEZ LES GRECS

Aux temps héroïques de la Grèce, Homère parle encore de trois brasiers éclairant dans la maison d'Ulysse la salle du festin. Il cite cependant aussi des torches tenues à la main, et ce fut là le premier progrès. Il consistait à enrouler des morceaux de bois de matières résineuses ou de graisses qui brûlaient avant que la flamme n'atteignât leur support.

Les torches étaient employées à la fois pour l'éclairage et pour la défense.

cages de verre suspendues par des poulies aux maisons.

En 1697, Louis XIV décréta d'étendre cette mesure à toutes les villes du royaume. Ce fut Bourgeois de Chateaubiano qui, en 1765, mit fin au long règne de la chandelle. Il proposa un réverbère à huile, à un ou plusieurs bras, avec réflecteurs métalliques.

UNE REVOLUTION DANS L'ECLAIRAGE. LA LAMPE RATIONNELLE

En 1783, un physicien de Genève, nommé Argand, vint brusquement révolutionner l'éclairage, avec sa lampe à huile rationnelle — en assurant la combustion de l'huile sans fumée, tout en augmentant considérablement l'éclat de la flamme.

Cette invention fut le point de départ d'un grand nombre de perfectionnements, notamment la bougie à aéro-mètre, que l'on rencontre encore aujourd'hui dans certaines bibliothèques.

Avec cette lampe, nous nous trouvons déjà à une date où le gaz, sorti de ses débuts difficiles, était en train de prendre un grand essor.

Enfin, l'électricité et l'électricité vinrent avec le 20^e siècle, assurant le succès de la civilisation dans sa lutte contre les ténèbres. Et maintenant, quel luminaire eût-il pour succéder à l'éclairage de fortune permis par le gouvernement ?

Mercedes VIEL.

REVENONS A L'HEURE HONORAT

Une Enquête dans les Ministères

Notre projet de revenir à l'heure Honorat, afin de pallier à la crise du charbon et d'empêcher ainsi la fermeture de l'éclairage au gaz et à l'électricité à 6 heures, a rencontré partout une vive sympathie.

Dans le Gaulois, notre proposition est si gaillardement ces termes aimables :

« Notre confrère M. Georges Bazile, donne dans le Bonnet Rouge, une intéressante suggestion, à propos du changement de l'heure de fermeture des magasins.

Pourquoi ne pas revenir, tout bonnement au système de la loi Honorat ? Comme cela, la logique et la pratique, les magasins, les cafés, les administrations ouvriraient chaque matin une heure plus tard.

Cela n'empêcherait personne, et l'économie serait ainsi beaucoup plus grande que celle que peut produire la suppression actuelle de l'éclairage, tout en permettant beaucoup moins d'inconvénients pour le public.

Voilà une proposition sérieuse, et qui, nous semble-t-il, mérite d'être examinée. »

Dans les ministères où nous nous sommes adressés, le retour à l'heure Honorat est accueilli avec sympathie.

Mais, nous dit-on, ce n'est pas un décret qu'il faut pour l'appliquer, c'est une loi. Et vous savez les embêtements routiniers qu'il faut vaincre pour en tenter « seulement » une expérience.

A L'INTERIEUR

Au ministère de l'Intérieur, un des plus aimables collaborateurs du ministre, me dit en substance :

« Les mesures prises actuellement sont, en effet, hâtives et peu opérantes. Mais n'accusez pas le ministre de l'Intérieur d'en être le seul auteur responsable, il n'en est plutôt que l'application. »

« Quant à votre retour à l'heure d'été, nous y avons pensé ici, mais il était trop tard — et puis, vous savez qu'il faut une loi, vous vous rappelez les objections de cet état, croyez-vous qu'on arrive encore à les surmonter cet hiver ? »

« En tout cas, cela nous paraît une mesure intéressante, qui vaut d'être étudiée sérieusement et qui donnerait certainement des résultats meilleurs que celle actuellement en vigueur, sans les autres, en présence des inconvénients. Il n'est pas de doute, qu'à Paris du moins, le public ne l'accepte avec empressement. »

« Mais avez-vous pensé à la province ? Tenez, voyez ces coupures de journaux locales enthousiastes pour la fermeture à six heures. »

« Enfin, y a-t-il, voilà ce qu'il fallait faire : réglementer l'éclairage et ne pas venir nous conter des sottises en voulant faire croire au pays, par des stratagèmes, qu'il est sept heures, quand il est en réalité six ! »

« Que pouvez-vous répondre à cela ? »

A L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Monsieur Painlevé fut le grand avocat de l'heure d'été et c'est lui qui triompha des embûches qu'on lui tendait. Il était donc prêt de savoir son opinion au sujet de notre proposition.

Inutile de dire qu'elle nous est entièrement favorable.

La personne autorisée qui veut bien me recevoir m'hésita malheureusement à reconnaître les défauts de la réglementation de l'éclairage telle qu'on l'appliquera à partir d'aujourd'hui.

« Mais comment se fait-il qu'on n'ait pas pensé à l'heure Honorat ? M. Painlevé a certainement dû en parler au Conseil des ministères où fut pris ce décret. »

« M. Painlevé étant en Angleterre à ce moment, ne put soulever cette objection. En tout cas, dans cette administration, où nous défendons dès le début le projet Honorat, cette proposition ne peut qu'y trouver approbation, encouragement et appui. »

Il est incontestable que, même sans la modification que vous voulez lui apporter, le retour à l'heure Honorat appliquée l'hiver serait déjà susceptible de donner des économies, certes complètes qu'elle procurerait cet hiver, l'après-midi solaire — ce qui est appréciable au moins autant les jours sont courts que lorsqu'ils sont longs.

« En tout cas, quelle qu'elle soit, la question de l'heure est une question brûlante, qui, si elle ne peut pas être résolue immédiatement, devra s'élever inévitablement de nouveau prochainement. »

La Guerre d'usure et les Economies

EN ANGLETERRE

LES RATIONS CIVILES

Londres, 15 novembre. — M. Rumford fera aujourd'hui, à la Chambre des Communes, au cours du débat sur la question des vivres, d'importantes déclarations.

« Ce but obligé les Alliés à prendre l'offensive parce qu'ils seront forcés de déposer l'ennemi sur son territoire allié qu'il occupe. Cette offensive, comme tout le monde le sait, demande une grande supériorité d'efficacité. »

« La sévérité des sacrifices qui doivent être demandés au public afin de mettre fin à la guerre, oblige le gouvernement à déclarer clairement et les Alliés, dans leurs conférences, qu'étudié d'une façon complète et sur toutes ses faces la situation politique et militaire, et si la part que le gouvernement nous invite à prendre dans cette campagne est une des parties inséparables d'un plan général. »

Le colonel Repington consulte le vote d'un tel autorisation du rappel, pour le service militaire de tous les sujets britanniques qui se trouvent à l'étranger.

L'AVIS DE REPINGTON

Londres, 15 novembre. — Continuant sa série d'articles sur le matériel militaire, le colonel Repington écrit dans le Times :

« Notre objectif n'est pas de faire durer la guerre, mais de la terminer, et si on ne peut venir que par la défaite militaire de l'ennemi. »

« Ce but obligé les Alliés à prendre l'offensive parce qu'ils seront forcés de déposer l'ennemi sur son territoire allié qu'il occupe. Cette offensive, comme tout le monde le sait, demande une grande supériorité d'efficacité. »

« La sévérité des sacrifices qui doivent être demandés au public afin de mettre fin à la guerre, oblige le gouvernement à déclarer clairement et les Alliés, dans leurs conférences, qu'étudié d'une façon complète et sur toutes ses faces la situation politique et militaire, et si la part que le gouvernement nous invite à prendre dans cette campagne est une des parties inséparables d'un plan général. »

Le colonel Repington consulte le vote d'un tel autorisation du rappel, pour le service militaire de tous les sujets britanniques qui se trouvent à l'étranger.

...ET EN ALLEMAGNE

Zurich, 15 novembre. — On mande de Berlin que le gouvernement allemand vient de décider de fermer les classes supérieures des écoles de toute l'Allemagne afin d'employer les élèves de ces classes à la fabrication des munitions et à des travaux agricoles. — (Information.)

LA PREPARATION GOUVERNEMENTALE

Zurich, 15 novembre. — La « Gazette de Francfort » écrit que le projet de loi de l'introduction d'un service civil obligatoire se trouve en préparation et ne sera pas soumis immédiatement au Reichstag, mais le gouvernement lui demandera simplement qu'il lui confie le pouvoir de régler cette question. Cette formalité ira très vite et le service obligatoire sera déjà introduit sous peu. Le Reichstag se réunira dans 8 à 15 jours. —

...MAIS EN FRANCE ?

Ce blanc n'est pas dû à la Censure, mais à un désir qu'à la rédaction du Bonnet Rouge de ne pas voir sa pensée déformée, mutilée, par les « artistes » du Bureau de la Presse.

Bourse de Paris

DU MERCREDI 15 NOVEMBRE 1916.

La tenue du marché demeurait languissante et les cours sont généralement faibles.

Fonds d'Etat : Français 3 0/0, 61.10 ; 5 0/0, 87.70 ; 3 0/0 non lib., 85.75. — Extérieurs, 99.70.

Actions diverses : Banque de Paris, 1.085. — Foncier, 700. — Lyonnais, 1.210. — Union Parisienne, 680. — Banque d'Algérie, 73. — Russo-Algérien, 350. — Banque du Mexique, 322. — Foncier Égyptien, 600. — Nord, 1.370. — Suez, 4.210. — Andalous, 405. — Nord de l'Espagne, 453. — Distribution, 315. — Monaco, 3.501 ; 1/3 555.

LES

Nouvelles Visites IMPROVISÉES

Comment un gouvernement militaire de Paris un commissaire spécial trop zélé, modifie lui-même la loi Dalbier. — Ou il apprend qu'un civil est traité comme un militaire, mais que les civils peuvent ne pas tous jours se laisser faire.

Un brave garçon qui ne fait de mal à personne et qui est ce que, depuis la guerre, on peut appeler un citoyen de tout repos, se trouva tout à coup, hier, affolé en recevant un avis l'invitant à se présenter ce matin à 9 heures, au commissariat spécial du gouvernement militaire de Paris, en l'hôtel des Invalides. Vous ou moi, vous, qui nous lisez et qui avez conscience de vos droits et de vos devoirs, nous ne nous sommes pas si facilement effrayés par un quelconque commissaire — fût-il militaire — les renseignements qu'il demandait avec urgence, mais le citoyen de tout repos dont il s'agit, est un lecteur assidu, fidèle et admirateur des « bourreaux de crâne », et, il ne faut point s'étonner si dans les diverses circonstances de la vie présente, si troublée, il n'a pas de notre sérénité civique, malgré l'angoisse qui nous étroit.

Ces gros garçons, bon vivant, optimiste et naïf — je vous disais que c'est un citoyen de tout repos — est donc venu timidement chercher auprès de moi le réconfort nécessaire, et moi, qui suis un peu plus âgé, et qui, j'ai accompagné un bureau de commissaire spécial qui l'avait convoqué. Je n'ai pas pu me empêcher de lui dire que cet avis n'est qu'un simple avis, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser.

Le commissaire spécial du gouvernement militaire de Paris, qui était un brave garçon, et qui, j'ai accompagné un bureau de commissaire spécial qui l'avait convoqué. Je n'ai pas pu me empêcher de lui dire que cet avis n'est qu'un simple avis, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser.

Le commissaire spécial du gouvernement militaire de Paris, qui était un brave garçon, et qui, j'ai accompagné un bureau de commissaire spécial qui l'avait convoqué. Je n'ai pas pu me empêcher de lui dire que cet avis n'est qu'un simple avis, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser.

Le commissaire spécial du gouvernement militaire de Paris, qui était un brave garçon, et qui, j'ai accompagné un bureau de commissaire spécial qui l'avait convoqué. Je n'ai pas pu me empêcher de lui dire que cet avis n'est qu'un simple avis, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser.

Le commissaire spécial du gouvernement militaire de Paris, qui était un brave garçon, et qui, j'ai accompagné un bureau de commissaire spécial qui l'avait convoqué. Je n'ai pas pu me empêcher de lui dire que cet avis n'est qu'un simple avis, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser, et que, si on ne peut pas se présenter, on peut s'excuser.

